

542.  
P.



1080017884

F1

P27

LIBRARY OF THE  
CONGRESS

LIBRARY OF THE  
CONGRESS

816880

les de la République, non seulement par le respect que l'on doit à ses  
lois, mais encore comme il est de son devoir de respecter la liberté  
de la presse, et de ne pas laisser à la censure le droit de censurer  
la presse. C'est un principe qui est à la base de toute démocratie.  
C'est un principe qui est à la base de toute liberté de la presse.  
C'est un principe qui est à la base de toute liberté de la presse.  
C'est un principe qui est à la base de toute liberté de la presse.  
C'est un principe qui est à la base de toute liberté de la presse.  
C'est un principe qui est à la base de toute liberté de la presse.  
C'est un principe qui est à la base de toute liberté de la presse.  
C'est un principe qui est à la base de toute liberté de la presse.

C'est envain, dit Quintilien dans ses admirables institutions, que l'ora-  
teur se servira de toutes les fleurs de la rhétorique, si son discours n'a  
pas pour bases *l'histoire, la justice et la vérité*.

En effet, en lisant ce qu'ont publié les journaux de la capitale, la pre-  
mière difficulté qui se présente, c'est de trouver une désignation convena-  
ble à ce que, durant quatre jours, a débité, dans le Sénat espagnol, M.  
Joaquin Francisco Pacheco.

Est-ce, par hasard, un discours parlementaire? Est-ce un panégyri-  
que de sa propre personne? Est-ce une cruelle invective contre le minis-  
tère qui lui confia une haute mission, ou un passage de mémoires contem-  
porains, ou bien encore des fragments et des impressions d'un voyage au  
pays des mulâtres et des indiens? Et si ce n'est rien de tout cela, quel-  
qu'un dira peut-être que c'est un long article de mœurs, destiné à rem-  
plir le feuilleton d'un journal afin d'attirer l'attention des abonnés, en leur  
faisant des contes aussi merveilleusement fantastiques, qu'in vraisembla-  
bles et absurdes.

M. Pacheco prévoyait si bien les doutes qu'il allait causer à la plupart  
de ses lecteurs, que, semblable au peintre qui, au bas de son tableau, avait  
mis: "*Ceci est un lion*," il a soin d'annoncer, dans un passage de sa lon-  
gue allocution, qu'il ne fait point un discours académique, mais bien un  
discours historique. C'est à merveille. Quelques unes des personnes qui  
l'ont lu avec l'attention nécessaire, n'y voient que *la très pauvre défense  
d'une très mauvaise cause*; mais puisque l'orateur prétend que c'est un  
discours historique, il nous impose le devoir, à nous qui avons été les té-  
moins de ce qui s'est passé à Mexico, et qui connaissons un peu ses affai-

000522



res, de lui répondre, non seulement par le respect que l'on doit à ses contemporains, mais encore, comme disait Voltaire, *par le respect dû à la vérité, qui ne meurt jamais.*

Un auteur grec fait le portrait de l'un des philosophes de l'Athénée, dans les termes suivants: "C'était un vieillard vénérable, rempli de prudence dans le conseil, de vérité dans ses discours, de courage et de dignité dans le malheur."

En effet, l'âge, le haut caractère d'une mission de paix et de conciliation, comme est celle d'un Ambassadeur, les antécédents d'une vie vouée à l'étude et à la politique, impriment à un homme un certain caractère qui inspire aux uns du respect, aux autres de l'affection et de la considération; quant à moi, bien que je n'aie eu avec M. Pacheco que de légères relations, j'ai éprouvé un chagrin véritable en voyant un homme de manières aussi séduisantes, descendre du piédestal élevé où l'avaient placé son âge, ses études et ses services, pour se transformer en fonctionnaire profondément vindicatif, ou bien en conteur et ourdisseur vulgaire de belles diffamatoires.

L'emportement impétueux des passions peut, dans le premier moment, nous entraîner à l'égarement; mais, après des mois, un ancien président du conseil des ministres, un Ambassadeur de la veille, un sénateur du royaume, monte-t-il à la tribune pour y jouer le rôle convenable à quelque tribun de village, s'y dépouiller même du respect que l'homme se doit à soi-même, et fonder sa défense sur le récit d'événements ridiculement faux?

Le caractère de l'homme public est sacré. Sa mission, soit dans son propre pays, soit à l'étranger, a toujours le bien pour objet; l'homme, à cette hauteur, ne s'appartient plus à lui-même, il appartient à sa patrie, et, devant la patrie, il ne doit y avoir que la vérité sur les lèvres et la bienveillance dans le cœur, et l'on ne prend pas le triste et fâcheux rôle que fait partout le philosophe vain et faux, l'orateur vide, ou le fonctionnaire malveillant et plein de rancune.

Décidément, M. Pacheco se trouvait, sous tous les rapports, dans un moment fatal. Rien ne lui convenait, pas plus en Espagne qu'au Mexique, où il était venu pour ne plus voir ce qui se passait dans son pays, et où il eut le désagrément de voir des choses pires encore: des mulâtres et des métis.

Laissant à l'écart ce que dit M. Pacheco au sujet de l'Espagne, en nous réservant de répondre à quelques uns des passages les plus notables de

son discours, qui se rapportent au Mexique, il nous semble que la question doit être examinée de la manière suivante:

Une cour d'Europe, l'Espagne, envoya à une république d'Amérique, *au Mexique*, un Ambassadeur avec certaines instructions.

Cette république était en proie à des dissensions intestines. Ces dissensions étaient-elles simplement une *rébellion*, ou bien une *guerre civile*? Comment, dans les circonstances où se trouvait ce pays, cet Ambassadeur remplissait-il sa mission, et se conforma-t-il ou non aux instructions de sa Souveraine?

Pour quelle cause, et dans quelles circonstances, cet Ambassadeur fut-il renvoyé du pays, et le gouvernement qui le renvoya, agit-il conformément au droit des gens et sans offenser la Souveraine de la cour d'Europe?

Comment, enfin, cet Ambassadeur a-t-il défendu sa cause devant les Cortes de son pays, et quels sont les points dans lesquels il a outragé la vérité, au préjudice et au déshonneur du pays où il avait été envoyé?

Pour suivre ses questions pas à pas, il faut, comme l'on dit, commencer par le commencement; nous allons donc faire le simple récit des antécédents, afin de rétablir la vérité, que M. Pacheco ne s'est pas borné à maltraiter, mais qu'il a outragée d'une façon scandaleuse, comme si ses écrits n'eussent dû jamais être connus du pays qui avait été le théâtre de ses prouesses diplomatiques.

Le 9 août 1855, le général D. Antonio Lopez de Santa-Anna, abandonnant la dictature au moyen de laquelle il avait gouverné la République pendant plus de deux ans, sortit de la capitale et se rendit à Veracruz, où il s'embarqua pour l'étranger, en laissant le pays dans un état complet de désorganisation.

Avant cette époque, quelques chefs militaires avaient proclamé, en mars 1854, dans un petit village de l'Etat de Guerrero nommé Ayutla, un plan dont la base était de méconnaître le gouvernement dictatorial du général Santa-Anna; mais ce plan resta pendant longtemps dans des limites retrécies, et il ne prit des proportions considérables, par sa propagation dans quelques autres Etats, que lorsque D. Ignacio Comonfort le reforma à Acapulco et qu'il entra en campagne pour le conduire à bonne fin.

Dès que, fatigué du pouvoir, ou convaincu de son impuissance à dominer la révolution qui était née du plan d'Ayutla, le général Santa-Anna abandonna le gouvernement, la révolution, qui avait déjà obtenu quelques succès, devait naturellement triompher, comme en effet elle triompha.



Comme il est impossible qu'aucun pays du monde reste sans gouvernement, et celui du général Santa-Anna ayant disparu avec lui, le général Alvarez fut nommé président par intérim par une junta de représentants des Etats, et, presque immédiatement, M. Comonfort fut nommé président substitut, par M. Alvarez.

Le gouvernement de M. Comonfort fut sans difficulté reconnu par toutes les autorités civiles de la République, et la considérable force armée que l'administration antérieure avait laissée sans chefs, fit sa soumission sans aucune espèce de résistance; de sorte que, depuis l'Yucatan jusqu'à la Californie, ce nouveau gouvernement fut reconnu et obéi de telle manière que presque immédiatement il put légiférer et qu'il légiféra en matières fort graves, comme, par exemple, l'ordonnance des douanes, qui régit encore aujourd'hui. Quant à l'extérieur, il envoya ses plénipotentiaires à diverses puissances, et il fut reconnu sans exception ni condition quelconque par les ministres qui étaient à Mexico. Ce simple exposé des faits prouve que le gouvernement de M. Comonfort réunit tous les caractères possibles de la légalité, et que l'on ne saurait tenir compte de certains raisonnemens métaphysiques qui tendraient à nier la légalité de toutes les administrations qu'a eues le pays, pour ne la retrouver qu'à Xolotl le Grand, qui, selon les traditions, peupla ce territoire après avoir complètement détruit la race Tolteca. Mais, en nous conformant aux doctrines généralement admises par les meilleurs auteurs, nous dirons qu'un gouvernement, quel que soit le principe de son origine, parvient à réunir les caractères de la légalité, s'il reçoit la sanction de tous les habitants, ou de la majorité des habitants d'une République.

Les légitimistes obstinés diront que Napoléon III est un souverain intrus; mais les gens de bon sens penseront, sans avoir besoin de beaucoup d'étude, que ce que la majorité de la France a sanctionné par sa volonté, est légal. Il y a des Espagnols, j'en conviens, qui ne reconnaissent encore ni la reine Isabelle, ni l'indépendance des Amériques; mais nous ne devons pas nous occuper de ces absurdités.

Ce n'est pas sans un puissant motif, que je me suis reporté au gouvernement de Comonfort, parceque tout va s'enchaîner et se coordonner, et dans l'étude que l'on fera de ces événemens, se trouvera la qualification exacte de la conduite de l'Ambassadeur et le moyen de juger, en pleine connaissance de cause, s'il s'est conformé ou non à ses instructions. Continuons.

Le gouvernement de Comonfort conserva, pendant plus des deux ans, l'ordre dans le pays; il améliora plusieurs branches de l'administration; il

résista à quelques rébellions et il les vainquit; il paya régulièrement les créanciers étrangers, sans leur imposer, pas plus qu'à ses nationaux, des impôts exorbitants ou extraordinaires, de sorte que, loin de donner lieu à ce que l'on redoutât alors une guerre, il cultiva et resserra par tous les moyens possibles les liens d'amitié et de commerce avec les nations étrangères, sans excepter la cour de Rome à laquelle il envoya un ministre pour prévenir d'avance les difficultés que pouvait causer la Réforme déjà commencée, et qui, indépendante de l'ordre et même de la volonté de l'homme, devait nécessairement, dans les contingents de l'humanité, se réaliser plus tôt ou plus tard, par notre génération, au prix de sacrifices plus ou moins considérables.

La cour de Rome refusa de recevoir le ministre, et quant à l'Espagne, l'on peut dire que les relations se trouvaient plutôt suspendues qu'interrompues. Il faut remarquer que cette situation n'avait pas été créée par M. Comonfort, mais qu'elle venait de loin, et toute la question pourrait se réduire à savoir si son administration eut plus ou moins de prudence ou d'habileté dans ses négociations diplomatiques.

Voyons d'abord, avant de suivre le cours de ce récit, de quels traits malheureux se sert M. Pacheco, pour retracer cette situation.

"Avec nous, Messieurs,—dit M. Pacheco—Mexico a suivi des voies diverses. Il y a eu des traités, et il y a eu des désaccords. Souvent on nous a fait des offenses; des accommodemens et des satisfactions sont venus à la suite.

"En 1856, nous avons eu de très graves sujets de plaintes contre cette République. D'un côté, le Président Comonfort nous refusa le paiement des quantités convenues d'avance; de l'autre, des bandes de mal-fauteurs, tolérées par l'autorité, ou n'étant pas, au moins, réprimées par elle comme elles auraient dû l'être, assassinèrent plusieurs Espagnols."

Il est impossible, sans une préméditation absolue, d'établir tant d'inexactitudes en si peu de lignes; et certainement une telle appréciation faite par un Ambassadeur, d'événemens si connus, n'est pas simplement un défaut littéraire, c'est quelque chose de plus, c'est une calomnie envers le gouvernement d'un pays, calomnie d'autant plus grave, qu'elle est proférée dans le Sénat par le fonctionnaire que l'on doit supposer, par sa mission même, parfaitement instruit des affaires qu'il a maniées.

La question de la convention espagnole, ainsi que nous l'avons déjà dit, remontait à des temps éloignés; elle peut se réduire aux termes les plus simples, intelligibles pour tout le monde. Le Mexique conclut un traité



dans le but de payer d'une manière convenue et sur une fond indiqué, une quantité de la dette espagnole. On introduisit dans le capital de cette dette, des crédits *qui n'étaient pas, ne sont pas, ne seront jamais espagnols*, conformément à la lettre et à l'esprit du traité lui-même. Le Mexique alors refusa de payer *non pas la dette convenue, mais bien ces titres de mauvaise foi*. La Nation n'a jamais eu la pensée de faire à l'Espagne une offense quelconque, mais elle a cherchée par les moyens possibles et accoutumés, une révision en vertu de laquelle le traité restât parfaitement conclu, en lui enlevant les vices et les défauts que l'on découvrit non pas dans le traité lui-même, mais bien *dans le mécanisme des liquidations*. Il est important de remarquer que le gouvernement de Comonfort aborda ainsi la question, et que tous les gouvernements, tous les ministres qui l'avaient précédé, l'avaient avant lui traité de la même manière. Ce n'était pas seulement le parti des mulâtres et des métis, qui refusait de payer ce qui n'était pas inclus dans le traité, c'étaient les descendants de la race espagnole, qui parlent, rient, agissent et pensent comme M. Pacheco, et qui avaient soutenu, par de très bonnes raisons, cette question diplomatique, que M. Comonfort ne pouvait terminer par sa seule volonté, sans blesser et ternir la réputation du ministère qui l'eût autorisée. Otero, Yañez, Lacunza, Bonilla et Ramirez, — ces deux derniers qualifiés par M. Pacheco du titre de chefs du parti bon et sain de la République — avaient partagé la même opinion que le ministère de M. Comonfort, et il est malheureux qu'avant de forger son discours, l'orateur n'ait pas lu les antécédents d'une affaire qu'il devait savoir par cœur, car nous pensons qu'elle est tellement vieille et rabâchée, que les aveugles de Mexico, comme les aveugles de Madrid, la chantent dans les rues.

Il y a tant de légèreté de la part de M. Pacheco dans la discussion de cette affaire, que précisément à l'époque à laquelle il se reporte, non seulement la Cour d'Espagne ne s'opposait point à la révision, mais qu'elle finit pas y consentir; entre autres documens originaux que nous possédons, nous citerons, comme preuve, le paragraphe d'une lettre que nous reçûmes de Madrid dans ce temps là:

« La révision des crédits est accordée par notre gouvernement; Zayas a envoyé un projet de note déraisonnable et violent, pour défendre les crédits attaqués dans la convention, afin que l'on s'en serve pour répondre à la note de Bonilla — qui était déjà sorti du ministère. —

« On a repoussé ici ce projet, et on le remplace en envoyant celui-ci qui accepte la révision dans les termes suivans:

1.<sup>o</sup> Le gouvernement mexicain enverra au gouvernement espagnol les documens qui prouvent l'illégitimité d'un crédit. Ces documens seront examinés par le tribunal contentieux administratif, qui rendra son jugement. Le gouvernement mexicain enverra ensuite un autre crédit, qui sera également présenté de la même façon à l'examen et au jugement du même tribunal, et ainsi de suite.

2.<sup>o</sup> L'illégitimité d'un crédit étant déclarée, le gouvernement mexicain pourra exiger de son propriétaire *les bons* ou une quantité égale à la valeur que ces bons auront sur la place."

Copier tout le projet de révision serait s'étendre beaucoup trop sur ce point magistralement traité dans le Sénat par M. le Comte de Reus, actuellement général en chef de l'expédition, mais nos indications suffissent pour prouver que l'administration de Comonfort *négoçait*, comme l'avaient fait les administrations antérieures, et qu'elle était fort éloignée de refuser le paiement de ce qui était convenu, puisqu'elle ordonnait de séparer, dans les douanes maritimes, la quantité respective, en attendant que la question pendante se terminât d'une façon quelconque.

Nous allons dire quelque chose sur l'événement de San Vicente.

D'après nos souvenirs, le 19 ou le 20 Décembre 1856, la nouvelle d'un horrible événement se répandit dans Mexico. Une horde de bandits avait assailli l'hacienda de San Vicente et assassiné cinq espagnols, parmi lesquels se trouvait un neveu de D. Pio Bermejillo, propriétaire de l'hacienda. Quiconque connaît le caractère des habitants de la capitale, croira certainement que cet événement les remplit d'horreur et de consternation, et bien plus encore le gouvernement, car cet attentat apparaissant avec un caractère politique, il comprit que ses relations avec la Cour d'Espagne allaient prendre une marche fatale, qui ferait perdre tout ce que l'on avait gagné dans la question du traité, dont on peut se former une idée par le passage de la lettre que nous venons de copier, et qui avait été écrite à Madrid presque en même temps que se passaient ici ces malheureux événemens.

Aussitôt que le gouvernement en eut connaissance, il prit les mesures suivantes: il envoya à Cuernavaca une force de 500 chevaux, aux ordres d'un officier supérieur; il nomma gouverneur de l'Etat D. Mariano Riva Palacio, qui inspirait le plus grande confiance; il transmit les ordres les plus stricts pour la poursuite des assassins, et il nomma un juge spécial, d'une énergie et d'une probité reconnues, pour qu'il instruisît la cause. Comme j'étais alors chargé du ministère des finances, je puis certifier que j'ai remis plusieurs fois à D. Pio Bermejillo lui-même des sommes de 500



et 600 piastres, afin qu'il récompensât généreusement les personnes employées à chercher et à arrêter les coupables, et l'on mit souvent aux ordres du même Bermejillo les détachements de troupes qu'il jugeait nécessaires. En outre de tout cela, le consul espagnol se rendit personnellement à Cuernavaca, pour se livrer à toutes les recherches qu'il jugea convenables sans qu'elles pussent produire la plus légère preuve de la moindre complicité des autorités dans un fait qui ne fut en réalité qu'une vengeance personnelle.

Bien qu'il y ait peut-être de la plaisanterie intempestive à mêler à des affaires graves des contes vulgaires, c'est cependant la seule manière de faire connaître ce qui se passa alors.

Un campagnard vint un jour porter plainte devant l'alcalde de son village contre une femme qui, après l'avoir volé, s'était enfuie avec tant d'habileté, que toutes les recherches étaient inutiles, et qu'il ne pouvait pas la rencontrer. Eh bien! qu'on me l'amène, répondit l'alcalde. Mais c'est qu'on ne peut pas la trouver. Eh bien! cela ne fait rien, qu'on me l'amène.

Malgré toutes les mesures les plus actives et les plus pressantes du gouvernement, malgré tous les moyens employés par Bermejillo lui-même, M. Sorela, Chargé d'affaires, exigea que, dans le délai d'un mois, tous les coupables fussent *cherchés, trouvés et pendus*, et comme cela n'était pas humainement possible, M. Sorela rompit ses relations et partit pour l'Espagne.

Une telle excentricité, car on ne saurait lui donner un autre nom, explique peut-être pourquoi M. Sorela n'a pas obtenu de très grands succès dans sa carrière diplomatique.

Le tems marcha, et le résultat des constantes recherches de l'autorité fut la mort de quelques uns des coupables tués à coups de fusil pour s'en emparer, et la capture, le jugement et le supplice des autres, au pied de la statue équestre de Charles IV.

Mais Mexico a beau faire des miracles, comme on dit vulgairement, rien ne lui vaut. M. Pacheco, avec aussi peu de vérité que de critérium, analyse ce fait de la manière que l'on a vue dans les quelques lignes de son discours que nous avons citées.

Qu'une horde de bandits commette un délit, il n'y a là ni préjudice, ni offense d'un gouvernement envers un autre. Si un gouvernement autorise ou tolère cette horde, alors, oui certes, il y a culpabilité; mais dans le cas en question, les preuves opposées à l'affirmation de M. Pacheco, ne sont ni des livres, ni des doctrines, ni des ressources oratoires, mais bien des preuves de toute évidence, comme, par exemple, cinq ou six pendus, qui

n'ont pas dû être très satisfaits de l'autorisation et de la tolérance des autorités mexicaines. Afin d'expliquer tous ces événements défigurés et vus au microscope de l'éloignement, et pour conclure la question pendant, non pas du traité, mais de la révision des crédits, le gouvernement envoya M. Lafragua, qui, par son caractère doux et conciliant, paraissait le plus à propos pour calmer l'irritation produite par les derniers événements; mais les ennemis implacables du Mexique, les avides spéculateurs de la partie en litige de la convention, avaient gagné du terrain; M. Lafragua ne fut point admis à Madrid comme plénipotentiaire, et personne cependant ne songea à dire qu'il y avait là une offense envers la République, parceque les nations ont le droit incontestable d'admettre ou de refuser qui leur plait.

L'examen des points touchés par M. Pacheco, demandait quelques détails, parceque ces points se rapportent à l'administration de M. Comonfort, dont je fis partie, et c'était pour moi un devoir véritable de relever la vérité, que M. l'Ambassadeur foulait aux pieds avec un souverain mépris.

Reprenons le fil du récit des faits.

Nous avons vu que la marche du gouvernement de M. Comonfort ne fut pas exempte d'obstacles, mais qu'elle resta régulière et parfaitement légale dans toutes ses relations avec les autorités du pays, comme avec les nations étrangères; voyons maintenant comment cette marche légale fut interrompue momentanément et par quelles causes.

Le 16 septembre 1857, la constitution promulguée en février de la même année, commença à régir; cette constitution avait été librement discutée par les représentants du peuple. Qu'il y eût eu ou non des intrigues dans les élections, cela ne veut rien dire et ce n'est point là un raisonnement solide. Le champ était ouvert, et si les citoyens de toutes les opinions pensèrent qu'ils étaient écrasés par le fameux grain de sable dont se compose l'édifice social, la faute en est à eux et non pas aux lois électorales. Comonfort fut élu, en vertu de ces mêmes lois, président constitutionnel, par une immense majorité de votes, et, restant au pouvoir, il prit possession, en novembre, de sa nouvelle magistrature, avec la seule différence qu'il avait abdiqué la dictature devant l'élection constitutionnelle.

Le 17 décembre 1857, apparut sur les murailles de la capitale un plan, nommé depuis de Tacubaya, signé par le chef de la brigade en garnison dans cette ville. L'art. 1<sup>er</sup> de ce plan différait l'exécution de la Constitution, et l'art. 3.<sup>e</sup> obligeait le chargé du pouvoir exécutif de convoquer un



congrès extraordinaire pour formuler la constitution qui devait gouverner le pays.

Le 19, le président Comonfort publia un manifeste, par lequel il adoptait le plan de Tacubaya, et d'accord avec sa nouvelle marche politique, il adressa ses communications et ses circulaires à tous les Etats de la République.

Si le plan de Tacubaya, bon ou mauvais, eût été appuyé et adopté par toute la République, ou du moins par sa majorité, il serait devenu la *loi du pays*, comme l'on dit, ou du moins la base pour former *cette loi du pays*; mais il n'en fut point ainsi.

Les Etats de Veracruz, Puebla, Tlaxcala et Mexico, adoptèrent le plan, mais les autres, dès qu'ils le reçurent, ne se bornèrent pas à déclarer une opposition absolue, ils se préparèrent aussitôt à défendre par les armes les institutions auparavant adoptées, c'est-à-dire le système d'administration qui, bon ou mauvais, conservait son caractère de légalité depuis le premier jour où le général Santa-Anna avait laissé la République sans gouvernement.

Le 11 janvier 1858, une troupe bien peu nombreuse, en garnison dans le couvent de St-Dominique, donna une nouvelle tournure à cette révolution commencée en Décembre. Elle enleva tout commandement à Comonfort, et tout en paraissant adopter les bases du plan de Tacubaya, elle n'en fut pas moins le principe du mouvement réactionnaire.

Comonfort et nous tous qui l'avions suivi dans le plan de Tacubaya, nous rentrâmes aussitôt dans l'ordre constitutionnel que nous défendîmes les armes à la main, pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que le président vaincu sortit de Mexico et ensuite de la République; quant à tous ceux qui ne purent le suivre, non seulement nous ne prîmes aucune part à la gestion des affaires publiques pendant l'administration qui domina la capitale, mais, au retour du gouvernement constitutionnel, nous fûmes mis en prison et l'on instruisit notre cause.

Quel rôle joua dans tout cela M. Juarez? Purement et simplement celui que lui assignait la loi.

M. Juarez n'est pas et n'a jamais songé à être général, malgré l'affirmation de M. Pacheco. Gouverneur, à diverses époques, de l'Etat de Oajaca, appelé, en 1857, à diriger l'une des secrétaireries d'Etat, il fut ensuite élu Magistrat de la suprême Cour de justice. Mis en prison au moment de la proclamation du plan de Tacubaya, il fut rendu à la liberté par M. Comonfort lui-même, et, en sa qualité de président de la Cour, il dut alors réassumer le pouvoir suprême, conformément à la pratique de

toutes les constitutions qui ont régi la République, et conformément à la teneur expresse de celle de 1857, vu que les événements que nous connaissons, avaient amené la chute et l'absence du président propriétaire.

Le mouvement de St-Dominique, œuvre de quelques soldats mais soutenu ensuite par des chefs courageux qui, déjà en rébellion ouverte contre le gouvernement, parcouraient une partie du pays, triompha dans la capitale des forces mal organisées de citoyens réunis pour défendre la constitution de 1857; ainsi, pendant que le plan de Tacubaya proclamé par un certain nombre de troupes, se réduisait à une *sédition*, le gouvernement constitutionnel continuait sa marche interrompue seulement quelques jours, et il était appuyé par tous les Etats, qui formèrent une coalition et soutinrent, les armes à la main, non pas M. Juarez ou telle autre personne, mais, il faut le répéter, le système d'administration qui remontait au mois d'août 1855.

Tout ceci est à peu près inintelligible pour le vulgaire; les optimistes le nomment confusion et désordres; tandis que l'homme d'Etat n'y voit que les douloureux efforts qu'ont été obligés de faire et que continuent constamment les sociétés, pour systématiser et s'approprier, pour ainsi dire, ce droit civil si bien défini par l'empereur Justinien. Quelle est, en effet, la république, à l'exception de quelques époques bien courtes dans la vie des peuples de l'antiquité, qui n'ait pas dû faire des sacrifices coûteux et souffrir toute espèce de commotions, pour former ce droit civil, qui, par un paradoxe incompréhensible, ne parvient à s'établir qu'après de longues et terribles épreuves? En lisant l'histoire, en y réfléchissant, on comprend que des philosophes aient eu presque le droit de soutenir cette désolante théorie, que l'état normal de l'homme, c'est la guerre.

Il n'y a rien d'extraordinaire à ce que chacun des partis qui divisent la République se croie non seulement légal, mais qu'il n'hésite pas à qualifier ses adversaires des épithètes les plus injurieuses; mais comme il s'agit d'examiner la question avec le calme et l'impartialité qu'aurait dû y apporter une personne venant de l'étranger et chargée d'une haute mission, il est nécessaire d'appuyer sur quelques doctrines les faits que nous avons racontés.

Il faut pour cela établir des distinctions nécessaires, et fixer, dans le sens politique, la valeur de certains mots. *Sédition* signifie le soulèvement d'un petit nombre de sujets contre leur souverain; si ces sujets appartiennent à l'armée, leur soulèvement se nomme alors *sédition militaire*.

Rébellion signifie le soulèvement d'un plus grand nombre de sujets, qui,